

**REVISTA CIDOB d'AFERS  
INTERNACIONALS 36.**  
**Espaces de l'interculturalité.**

Les nouvelles formes d'identités vécues au Maghreb: le cas de Tunis.  
Traki Bouchrara Zannad

# Les nouvelles formes d'identités vécues au Maghreb: le cas de Tunis

(La dynamique corporelle des stratégies collectives  
urbaines dans l'intégration des villes au Maghreb  
ou l'accès à l'identité néo-citadine)

\*Traki Bouchrara Zannad

## LE CONCEPT D'IDENTITÉ EN SOCIOLOGIE, CONCEPT MULTIDIMENSIONNEL

La notion d'identité dans le domaine sociologique est analysée à partir de l'organisation sociétale car, dans les interactions sociales, l'identité est une définition sociale d'une réalité individuelle, la conscience que les individus prennent de leur vécu et de leurs actes. La conscience de l'identité que nous traitons ici est tributaire d'un espace de vie et d'une durée, autrement dit, de la spatialité et de la temporalité. Le concept d'identité "recouvre ce champ de rapports humains où le sujet s'efforce d'opérer une synthèse entre les forces internes et les forces externes de son action, entre ce qu'il est pour lui et ce qu'il est pour les autres". Ainsi le mécanisme d'identité se joue sur le plan affectif d'une part, par le sentiment d'appartenance à un ou plusieurs collectifs et recon-

nu en tant que tel, et d'autre part sur le plan du pouvoir social par la possibilité qu'a l'individu de se réaliser par la différence. Le sentiment d'appartenance à un groupe social est chargé d'une forte connotation dans notre contexte. Rappelons la notion d'appartenance tribale au Maghreb, la *açabya* en arabe, qui est le sentiment d'appartenir à une tribu avec ses pouvoirs de protection secrets, sa justice; il s'agit d'une accession héréditaire ou sélective, avec des épreuves à vivre. On parle d'identité objective et d'identité subjective. La première est relative au monde social, extérieur aux acteurs, alors que la seconde est vécue par les acteurs comme une expérience individuelle. L'étape de socialisation est marquée par les transformations successives, la tension ou le conflit entre ces deux modes et ces deux registres de l'individu et du collectif.

Sur le plan de la pratique sociologique, ce concept est délicat à manipuler aujourd'hui, car il s'écarte du discours abstrait des philosophes<sup>1</sup> et restrictif des anthropologues<sup>2</sup> bien que le détour par ces traditions scientifiques est à même d'enrichir la notion. Le sociologue s'efforce de saisir à partir de l'analyse de la vie quotidienne ces trajectoires multidimensionnelles de l'identité afin d'analyser les comportements et essentiellement la relation entre les catégories sociales légitimes et les représentations subjectives que se font les individus de leurs statuts sociaux. La construction identitaire collective apparaît dans notre cas, comme un mouvement d'affirmation d'une identité locale, péri-urbaine relative à un système de solidarité. A ce stade, il est utile de fournir une définition conciliante de l'identité. L'identité au vécu est liée étroitement à l'espace de vie, au temps (durée) et à un sentiment d'appartenance et de sécurité. Nous nous proposons dans ce contexte d'éclaircir notre démarche en présentant une étude qui prétend accorder une signification à une première élaboration théorique. Celle-ci concerne un mécanisme situé dans l'espace urbain et le temps qui identifie la notion d'identité et, en particulier, le registre de représentations subjectives de certains acteurs sociaux, en l'occurrence les usagers. Il faut donc élucider les situations d'application et souvent de transgression dans le discours sociologique qui vise à étudier l'identité collective et qui nous situe de ce fait au niveau du courant de la sociologie de l'action. Celle-ci réserve aux acteurs sociaux –les usagers– une volonté et une capacité d'action qui donnera naissance à une minorité grandissante, se construisant autour du projet *spontané* d'auto-développement et montrant les limites des politiques de développement des États-nations au Maghreb. Dans notre cas, nous sommes en présence d'une attitude commune, d'un projet commun d'urbanité, d'aménagement péri-urbain d'un état d'esprit et d'une forme de relation avec l'Etat et les autorités.

De ce fait, le statut social est relatif à une pratique qui intègre pratique individuelle et collective et qui n'échappe nullement au dilemme de l'appartenance et de l'attribution, mais relative aussi à une reconnaissance identitaire. Nous sommes en présence ici d'un fait de population qui fait exploser les limites du cadre rigide des chiffres et des nombres du démographe et de l'économiste afin d'accéder à une nouvelle signification d'ordre cul-

turel. L'exode rural ou l'accès à l'identité urbaine acquiert une souplesse d'interprétation de ce fait social. En effet, la pratique scientifique n'est pas une pratique *bureaucratique*, fixée. L'exigence épistomologique ne doit nullement soustraire la richesse d'interpellation des faits observés et vécus, en l'occurrence, la complexité des valeurs sociales et du champ de reproductions culturelles de la société étudiée. Ces valeurs s'annoncent aujourd'hui, pour nous, plus pertinentes dans l'analyse de la compréhension de nos sociétés maghrébines. En effet, il s'agit d'interroger les sociétés arabo-islamiques au Maghreb par la qualité de leur existence quotidienne et la part du sacré dans la vie quotidienne. Car l'Islam n'est pas un système abstrait enfermé dans un livre, puisque son message vise essentiellement la vie concrète et porte la dimension temporelle, la vie plénière (Zannad, 1994a). C'est pourquoi il se transforme en restant lui-même. Nous sommes des sociétés de signes et de symboles. Jacques Berque (1980:307) notait: "Il paraît difficile que l'Islam puisse approfondir sa présence au monde sans méditer sur sa propre identité, condition nécessaire pour transformer non pas cette identité —épargnez-moi de grâce cette mauvaise querelle— mais son expression et ses engagements. Dans le monde qui vient, en effet, les identités ne se manifesteront avec le même visage que lors des générations passées. Qu'on le veuille ou non, elles auront changé d'allure et de langage." Ailleurs il note: "Elles ont, les sociétés musulmanes, commencé à bouger par des détails de moeurs, d'équipement, d'activités par le dessus, peut-on bien dire, tandis que leurs bases économiques et culturelles et parmi elles la religion, demeuraient indemnes."

## L'IDENTITÉ D'EXCLUSION PÉRI-URBAINE

L'approche micro-sociologique de l'exode rural, en s'appuyant sur la technique de l'analyse du rapport des pratiques sociales et des espaces de la vie quotidienne, nous permet d'élucider ce phénomène nouveau de la pratique d'émergence du statut du nouveau citadin. La construction de cette identité apparaît à la fois imposée et attribuée à partir d'une image que l'acteur social, de la deuxième et la troisième génération de l'exode rural, a de lui-même et de l'histoire de la vie de ses ascendants, marquée par le sentiment d'exclusion et par tout le processus d'une dynamique de stratégies d'intégration et d'appartenance, un processus progressif qui influe sur la participation de l'individu à la vie sociale et sur l'évolution de l'image de soi. Deux démarches nous ont inspiré pour analyser la *mise en place* de cette nouvelle forme d'identité au Maghreb qui interpelle des analyses objectives et fines.

En premier lieu, l'interactionnisme symbolique, marqué par une démarche sociologique, vise à étudier l'action collective et la démarche des acteurs sociaux et les significations qu'ils accordent à leurs actions. Ce qui suit illustrera cette théorie. En

deuxième lieu, la théorie de la pratique (concept *d'habitus* chez Bourdieu) peut nous fournir des éléments méthodologiques pour saisir la construction identitaire puisque la notion *d'habitus* intègre pratique individuelle et collective et permet de développer des pratiques vécues comme création libre: l'habitat péri-urbain au Maghreb, où les villes doubles illustrent cette pratique vécue comme création libre. Pierre Bourdieu note que "chaque système de dispositions individuel est une variante structurale des autres, où s'exprime la singularité de la position à l'intérieur de la classe et de la trajectoire, écart par rapport au style propre de la classe et de l'époque". En effet, dans les années soixante-dix, cette ceinture dite *rouge*, menaçant le planificateur et le politicien, s'est développée en réaction à l'ordre établi sur le plan urbanistique. Une logique de l'isolement a poussé les usagers à remédier par une pratique de refonte culturelle imprévisible et par des transactions foncières clandestines de terrains de l'Etat et de *marabout* (*habous*). Nous sommes loin du discours pathologique de la sociologie urbaine qui condamne la ville, source de violence et de frustration, la ville de la *terreur anémique*. A partir des années quatre-vingt-cinq, et grâce à des analyses sur le vécu urbain, d'autres significations émergent. L'habitat péri-urbain constitue l'autre ville, la ville double qui saura relever le défi sur le plan économique (économie informelle), sur le plan urbanistique (elle devient immatriculée) et politique, en abritant des cellules du parti destourien, aujourd'hui appelé Le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) dans lesquelles se pratique le discours socio-démocratique.

Ainsi la légitimité est acquise et la ville parallèle devient instauratrice, innovatrice d'un nouveau modèle spontané de développement. C'est la phase de légitimation. Nous avons opté pour la notion de dynamique corporelle afin de mettre en évidence, l'importance de l'expérience vécue et toute cette part d'improvisation et de spontanéité que les acteurs sociaux, ici les usagers, mettent en oeuvre. Nous entendons par dynamique le réseau d'interaction collective défini par des stratégies à la fois offensives et défensives dans le but de l'intégration sociale et l'acquisition de l'identité de citoyen avec la conscience des droits à l'éducation, la santé et le logement décent. Car dans la représentation des usagers, le statut de citoyen équivaut à celui de citoyen. Le cas de l'urbanisation d'une ville maghrébine, comme la ville de Tunis, nous a servi de *laboratoire* afin de mesurer et de saisir le changement social dans la relation mobilité sociale et intégration urbaine. Un souci épistomologique qui dicte notre choix réside dans le fait de saisir, sur le plan qualitatif, cette notion du changement et l'accès à cette identité citoyenne. Le phénomène de l'exode rural ou la conquête de la ville par les ruraux reste un phénomène irréversible qui nécessite et interpelle une lecture interdisciplinaire de l'histoire, de la démographie et de la sociologie et dans laquelle l'éclairage de la sociologie du vécu (Zannad, 1994b) prend une place importante. L'histoire de l'identité urbaine est très forte dans la mémoire collective et les mentalités. Bien entendu, une logique économique dans l'analyse est légitime. Elle démarre de l'avènement du

mode de production capitaliste durant la colonisation, se poursuit avec l'accélération de ce processus par la politique sociale après l'indépendance (1966 jusqu'aux années soixante-dix) et débouche sur la globalisation de l'économie mondiale. Le renforcement des secteurs de l'économie de service vont permettre l'amplification de ce phénomène d'urbanisation, résultat d'une inégalité entre les villes et les campagnes.

Le centre urbain historique de la ville de Tunis, ainsi que ses faubourgs, ont connu une intensification importante de l'exode rural à partir des années cinquante. Densification et ruralisation ont été fatales dans certains lots médinois et ont donné naissance au phénomène *d'oukalisation* (ruralisation de l'espace domestique traditionnel médinois, dû à l'exode des campagnes). Nous sommes en présence de ménages dont le statut et le sentiment *d'oukalisation* font d'eux des exclus, ainsi que de ceux qui sont venus s'installer dans les environs de la ville. En effet, l'exode rural dans la ville de Tunis s'est produit parallèlement au phénomène *d'oukalisation* de la Médina dans des espaces de la ville. Les quartiers spontanés interurbains se sont implantés bien avant l'indépendance, entre 1947 et 1953. Trente ans après, l'habitat spontané se caractérise par la prédominance des vieux quartiers. Cet habitat spontané constitue 60% de l'urbanisation de la ville de Tunis.

## L'IDENTITÉ DE NÉGOCIATION NÉO-CITADINE

Foyer de pause, de transit, cet habitat péri-urbain devient un foyer de créativité d'un modèle de développement spontané, élaboré par les usagers à partir de leurs pratiques quotidiennes, de leur aspiration et de leur volonté d'intégrer la ville. Leur premier champ de recherche est le secteur économique informel, qui est, en effet, le meilleur indice d'illustration. Ainsi donc, la première étape des négociations serait d'ordre économique et de ce fait politique.

Le secteur des petits métiers possède une dynamique propre<sup>3</sup> qui nous importe ici, car elle est fort complexe dans la mesure où elle s'accompagne de profondes mutations offrant des situations à la fois variées et ambiguës, mais toujours légitimées par des stratégies de compromis avec les institutions étatiques concernées. Ce secteur, lui aussi, paraît non organisé, informel, au même titre que l'habitat spontané, du point de vue de la planification spatiale gouvernementale qui ne s'intéresse qu'au secteur moderne sous la forme de *zoning* bien réglementé dans les plans d'aménagement: zone industrielle, aires de desserte, zone d'équipements socio-culturels, etc. Les petits métiers sont des services de proximité, qui ont émergé *spontanément* par la volonté des usagers, une forme d'économie spontanée qui s'articule par ailleurs étroitement avec l'urbanisation. Ils sont informels faute de structures d'accueil et par le fait que l'Agence Foncière

Industrielle (depuis 1973) les a laissés hors circuit<sup>4</sup>. Il existe une diversité de situations du secteur des petits métiers. La situation qui nous intéresse et que nous venons de signaler plus haut est celle du regroupement à la périphérie, dans les nouveaux lotissements pour le cas des logements ruraux du village de Chebbaou (15 km au nord de Tunis). Dans ces zones du village, non desservies par le moindre équipement de service, la population a remédié en créant un réseau polyvalent de petits métiers, dont le local se situe au niveau même du logement. L'émergence émane en premier lieu d'une nécessité des usagers de disposer, à proximité, d'un certain nombre de services utiles<sup>5</sup>. Mais elle résulte également de l'état général du marché foncier et immobilier. En effet, ailleurs, les petits promoteurs rencontrent des difficultés pour disposer d'un local (propriété ou location). Ici, pour notre population, le problème est résolu en intervenant d'abord sur le bâti. Par une opération d'extension du logement, on ajoute une pièce, on ouvre une porte qui donne sur la rue. La promotion<sup>6</sup> des petits métiers s'est traduite aussi en un grand développement de ce secteur à proximité de l'habitat.

Une dynamique assimilation-intégration de la part de la deuxième et troisième génération de l'exode rural des années quarante-cinquante se caractérise par cette stratégie offensive-défensive, une stratégie de négociation. Cette périphérie qui fut au départ séparatiste, exclue, devient négociante et enfin intégrante. Elle est offensive dans son défi au planificateur, au pouvoir central, et défensive par de nouvelles conduites observables à tous les niveaux du vécu (Zannad, 1995). Dans un premier temps, en utilisant la Médina de Tunis comme un foyer d'accueil pour se protéger de l'inconnu, dans un second temps en utilisant cette même Médina comme foyer d'émission, un tremplin pour une promotion sociale. Défensive aussi par la qualité des liens vicinaux et les nouvelles solidarités urbaines (Duvignaud, 1986), liens de survie, dictés par les conditions de vie, les attentes et les aspirations des usagers. Ce stage de citoyenneté sera à l'origine de tout un mécanisme de négociation entre acteurs sociaux, pouvoirs et institutions concernés.

Ainsi nous avons constaté une continuité de certaines catégories d'expériences culturelles, une persistance qui témoigne de la survivance d'un patrimoine de vécu. Le choix de l'habitat spontané et son vécu collectif relève d'une logique propre et particulière et entre dans cette problématique qui veut qu'il y ait continuité sociale chaque fois qu'un groupe est unanimement et volontairement solidaire<sup>7</sup>. Il s'agit de toucher de près au croisement de l'histoire et de la sociologie, de lier le diachronique au synchronique dans une dynamique de rapports temps, espace, corps. Cette pratique est l'expression d'un choix libre de la part des usagers: c'est ce que nous appelons l'identité de négociation. C'est ainsi qu'il faudrait saisir le message de l'identité néo-citadine à Tunis. Il s'agit d'une construction identifiée à un espace de vie vierge, qui dure depuis une cinquantaine d'années sur trois générations, comme si la construction d'un mécanisme collectif d'identité implique la référence à un espace, à une mémoire collective. Cette identité néo-citadine, si elle désigne l'expérience d'un vécu analysé, établi à

partir d'une approche micro-sociologique, a le mérite d'identifier un aspect de la réalité sociale tunisienne. Mais aussi, une analyse comparative avec le phénomène d'émigration s'impose ici. L'identité collective est tributaire d'un espace de vie collectif. L'apport de l'approche qualitative du phénomène de l'exode rural *réparti* dans le temps sur trois générations de ruraux installés à Tunis, *réparti* aussi dans l'espace entre le vieux centre urbain, la Médina, et la périphérie, nous a permis de présenter ces résultats d'un travail de première main. Loin de résulter d'un mouvement conjoncturel ou isolé, la réalité analysée ici émerge avec une valeur d'efficacité, celle d'une volonté collective, même si elle reste implicite, de vouloir la ville.

On découvre actuellement que l'habitat dit *anarchique* ou encore *spontané*, composante essentielle de l'habitat urbain au Maghreb, s'il ne fut pas planifié et réglé, ne manque pas pour autant de règles, ou encore moins d'ordre. Le mécanisme de la mémoire collective a été le principal moteur de ce phénomène d'accommodation-adaptation. Envisager une structure urbaine *souple*, ainsi qu'une recherche au niveau des qualités de transition et des propriétés des espaces du logement, semblerait constituer la première étape d'une révision de la planification et de l'aménagement urbain en matière de logements sociaux en Tunisie. L'introduction des paramètres qualitatifs, relevant du vécu culturel ainsi que des attentes et des besoins des usagers, est possible à envisager en amont du processus de conception du projet concernant la réalisation des espaces de logement. Les nouveaux acteurs sociaux accèdent au statut de néo-citadins en ayant assumé successivement dans la mémoire collective durant trois générations une identité d'exclusion ensuite de négociation. L'urbanisation informelle a créé la ville-mémoire et une nouvelle identité collective.

#### Références bibliographiques

- Berque J. (1980) *L'Islam au défi*. Paris: Gallimard.  
Duvignaud J. (1986) *Les solidarités, liens de sang et liens de raison*. Paris: Ed. Fayard.  
Zannad T. (1994a) *Les lieux du corps en Islam*. Paris: Ed. Publisud.  
Zannad T. (1994b) *Essai sur la sociologie du vécu, la ville mémoire*. Paris: Ed. Méridiens Klincksieck.  
Zannad T. (1995) *Tunis, une ville et son double*. Tunis: Maison Tunisienne de l'Édition.

#### Notes

1. La philosophie positiviste s'est développée en Occident conjointement au capitalisme. Elle est à l'origine d'une dévalorisation des connaissances des sociétés non capitalistes.



2. Dans ce même esprit, les anthropologues occidentaux (au contraire de américains) ont privilégié dans leurs études les sociétés sans histoire et sans écriture par rapport aux sociétés aux économies sous-développées en marge du capitalisme. J.Habermas, M.Foucault, J.Duvignaud ont été à l'origine de la démystification de cet *impérialisme* intellectuel.
3. Se rapporter à l'étude du district de Tunis faite à propos des petits métiers (vol. 1 septembre 1996)
4. En dehors des centres commerciaux, nés dans les lotissements les plus récents de la Société Nationale Immobilière de Tunisie ou de l'Agence Foncière de l'Habitat, les structures de l'habitat ont ignoré totalement ce secteur.
5. Cette pratique généralisée a pu s'imposer puisque dès 1973 le programme de Développement Rural, aussi bien pour les zones rurales que pour les villes, a porté sur les divers métiers, qu'il a encouragé sous forme de prêts et de subventions.
6. Le programme des petits métiers divers s'est consolidé à partir de 1980 avec le Programme de Famille Productive en 1981, le Fonds National de Promotion des Petits Métiers et de l'Artisanat en 1982 et le Programme de l'Emploi des Jeunes 1984.
7. Sans tomber dans un sociologisme connu, rappelons la signification durkheimienne de solidarité, l'une mécanique (clan, tribu), l'autre organique (différenciation dans les sociétés occidentales).